بسم الله الرحمان الرحيم

MENSUEL

UNE PAROLE MUSULMANE

Une Parole Musulmane est un mensuel fondé par Froment Mickaël, né de la nécessité urgente de faire émerger une Parole Musulmane authentique dans un contexte marqué par une islamophobie persistante. Alors que ce climat cherche à étouffer toute voix représentant véritablement les musulmans de France, cette revue entend incarner une réponse digne et lucide. Son ambition est de diffuser une parole de paix et de sagesse, et, ce faisant, de briser le monopole toxique des discours de haine à l'origine de la mort d'AbouBakr qu'Allah Lui Fasse Miséricorde.

UNE PAROLE MUSULMANE
CONSCIENCE MUSULMANE FACE AUX DÉFIS D'AUJOURD'HUI
PM
PAROLE MUSULMANE
POLICE
À BAS LE VOILE
NUMÉRO 2 • JUIN 2025

INTRODUCTION :

La nécessité vitale d’une parole médiatique qui désamorce

Allah Le Sublime Dit : "Et parlez aux gens de manière convenable."
[Sourate al-Baqara, 2:83]

Dans une société traversée par les tensions identitaires et les discours de stigmatisation, la responsabilité des médias et des figures publiques n’a jamais été aussi cruciale.

L’assassinat d’Abou Bakar Cissé (*qu’Allah Lui Fasse Miséricorde*) ne surgit pas dans un vide, mais dans un climat saturé d’islamophobie banalisée, où certains discours dominants jettent de l’huile sur le feu au lieu d’apaiser.

Face à cette atmosphère délétère, il devient impératif de ne pas laisser le monopole de la parole à ceux qui attisent la haine. Il faut des espaces médiatiques où une parole sage, apaisante et lucide peut se faire entendre — non pas pour maquiller la gravité des faits, mais pour en dénoncer les causes profondes sans entretenir les réflexes de rejet.

Si la haine s’enracine dans l’écho constant des amalgames et des polémiques, la paix, elle, exige des voix courageuses qui réhabilitent la dignité, la justice et la vérité. C’est à cette urgence que renvoie tragiquement le meurtre d’Abou Bakar Cissé, révélateur d’un malaise français que trop peu osent nommer.

Rejoignez notre site et abonnez vous à la newsletter :

https://une-parole-musulmane.ghost.io

L'Assassinat d'Abou Bakar Cissé :
Un Reflet de l'Islamophobie Atmosphérique et la Responsabilité des Acteurs Publics et Médiatiques

L'assassinat brutal d'Abou Bakar Cissé (*qu'Allah Lui Fasse Miséricorde*), un jeune Malien de 22 ans, poignardé à mort de plusieurs dizaines de coups de couteau dans une mosquée de la Grand-Combe (*Gard*) le 25 avril dernier, a mis en lumière un climat d'islamophobie ambiante en France.

Beaucoup d'acteurs pointent du doigt la responsabilité des discours politiques et médiatiques dans la création de cette "atmosphère" qui peut, à terme, favoriser des passages à l'acte violent. Malheureusement.

Les Faits et les Premières Réactions :
Un Silence Assourdissant

Abou Bakar Cissé a été retrouvé mort juste après sa prière du vendredi matin. Son meurtrier, introduit dans le lieu de culte pour assassiner un fidèle, **a proféré des insultes explicites contre la religion musulmane**.

Malgré la nature évidente de l'acte, présenté par plusieurs sources comme un attentat islamophobe, la réaction des plus hauts représentants de l'État a été jugée tardive et empreinte d'une "indifférence glaciale".

Le Premier ministre François Bayrou a dénoncé une "ignominie islamophobe" le 26 avril, mais il aurait été le seul à employer cet adjectif.

Le Président Emmanuel Macron a attendu le 27 avril, deux jours après l'assassinat, pour adresser le soutien de la nation à la famille et aux compatriotes musulmans, dénonçant "le racisme et la haine en raison de la religion", mais sans utiliser le mot "islamophobie".

Le ministre de l'Intérieur et des Cultes, Bruno Retailleau, a également attendu deux jours pour se déplacer, non pas sur les lieux du crime ou auprès de la famille, mais à la sous-préfecture d'Alès. Cette lenteur et ce choix de lieu ont été perçus par beaucoup comme une forme de "deux poids, deux mesures" dans la manière dont un ministre bouscule son agenda face à un tel drame.

L'Évitement du Mot "Islamophobie" : Une Forme de Déni

Un point central soulevé par des acteurs est le refus des autorités politiques, notamment le Président Macron et le ministre Retailleau, d'utiliser le terme "islamophobie" pour qualifier l'acte.

L'islamophobie est définie comme "l'hostilité envers l'islam et les musulmans" selon les principaux dictionnaires.

En préférant incriminer plus largement "la haine en raison de la religion", le chef de l'État refuserait de **nommer une intolérance qui, en France, vise principalement l'islam**.[1]

Bruno Retailleau a lui préféré parler d'un "acte antimusulman", une appellation jugée "**bien commode qui permet de nier la réalité de l'islamophobie en France en refusant de la nommer pour ce qu'elle est**" et de ne pas reconnaître qu'il s'agit d'une forme de racisme avec ses spécificités.

Pour beaucoup d'acteurs, cette stratégie de communication fait partie du problème et non de la solution dans le combat contre l'islamophobie.

---

[1] En effet, certains prédicateurs et influenceurs musulmans sont injustement visés par le gel de leurs avoirs. Parmi les prétendues "justifications" avancées, on trouve parfois des accusations aussi absurdes que le simple fait d'avoir dénoncé une islamophobie d'État. Cette critique, pourtant légitime, serait interprétée comme une incitation indirecte à la violence ou à la vengeance contre le système. C'est une dérive inquiétante : lorsqu'un musulman dénonce une injustice, sa parole est détournée, criminalisée, et assimilée à un appel à la haine. On touche ici le fond d'un glissement liberticide.

Les Discours Politiques :
Un Terrain Favorable à la Haine

Plusieurs acteurs (*intellectuels, journalistes, etc*) affirment que l'animosité à l'égard des musulmans et de leur religion est devenue une " *rhétorique médiatique et politique à part entière* " depuis des décennies.

Des figures politiques de divers bords, y compris ceux se présentant comme de gauche à une époque, auraient contribué à installer un prétendu "problème de l'islam" au cœur du débat public. Sont cités en exemple :

- Manuel Valls, qui aurait estimé en 2016 qu'il fallait encore démontrer que l'islam était “fondamentalement compatible avec la République”.
- Emmanuel Macron lui-même, qui aurait alimenté cette défiance depuis 2017 en laissant ses proches "multiplier impunément les mises en cause de l'islam".
- Des figures comme Aurore Berger, Jean-Michel Blanquer (*avec le terme "islamo-gauchisme"*), Gérald Darmanin (*dénonçant le "séparatisme islamiste"*), et Gabriel Attal (*interdisant l'Abaya à l'école*).
- Le ministre de l'Intérieur actuel, Bruno Retailleau, est particulièrement critiqué pour ses positions, comme son refus de partager le repas de rupture du jeûne à la Grande Mosquée de Paris, sa prise de position pour l'interdiction du foulard musulman dans le sport, et son slogan "**vive le sport et donc abas le voile bien sûr**".

Une partie de la classe politique est accusée d'avoir "décidé de jeter en pâture au peuple français la figure du musulman comme étant le responsable de tous les maux". C’est pratique.

Les attaques répétées "venues du sommet de l'État" produiraient un effet, installant dans l'opinion l'idée que l'islam est une source permanente de problèmes.

Le refus de Bruno Retailleau de considérer le meurtre d'Abou Bakar Cissé comme un crime islamophobe, en le ramenant à un "acte antimusulman", est vu comme une tentative de nier la réalité d'un racisme spécifique.

Le Rôle des Médias :
Relais et Amplification de la Stigmatisation

Les médias sont également tenus pour responsables de la construction d'une véritable islamophobie depuis le début des années 1980. Les activités médiatiques dévoilent distinctement que la stigmatisation des musulmans et de leur religion est "la seule qui est constamment promue depuis plusieurs dizaines d'années".

Des exemples sont donnés d'une tolérance, voire d'une promotion, de propos stigmatisants dans le débat public et la presse mainstream.

L'hebdomadaire Françoise Fressoz par exemple peut être cité pour un billet virulent accusant la France insoumise, qui demandait une commission d'enquête sur l'islamophobie, d'être "soumise".

Dans le traitement de l'assassinat d'Abou Bakar Cissé, nous avons assister à un traitement médiatique initial "fallacieux", au début, notamment par les médias de la "sphère Bolloré", qui auraient fait passer le crime pour un "règlement de comptes entre fidèles musulmans".

Le décalage entre la dignité de la famille et le débat médiatico-politique sur l'utilisation du mot "islamophobie" est jugé "scandaleux".

Sur certains plateaux télévisés (*CNews, Sud Radio*), des chroniqueurs et politiciens auraient continué d'amplifier des récits blâmant la gauche (*"déni gauche"*) ou la "société multiculturelle/multiethnique" pour la haine et la violence. Cette " *inversion accusatoire* ", faisant des victimes les coupables, est dénoncée.

Conséquences et Responsabilités Accablantes

Beaucoup de spécialistes établissent un lien direct entre ces discours politiques et médiatiques et les actes de violence. Ils rappellent que la stigmatisation incessante peut favoriser des passages à l'acte.

La Commission nationale consultative des droits de l'homme s'inquiète depuis 2012 de l'impact de certains discours politiques sur l'attitude envers les musulmans.

Les attaques contre les mosquées (*33 en 10 ans*) sont devenues "courantes" mais faiblement condamnées et peu couvertes médiatiquement.

L'assassinat d'Abou Bakar Cissé n'est pas vu comme un événement isolé, mais comme une "conséquence du climat politique actuel".

C'est un " *acte politique grave* ". Ce climat, qualifié de "folie française islamophobe", est dit créer les conditions de ces actes terribles, nourris par des "irresponsables politiques".

Les ministres de l'Intérieur successifs sous la Macronie sont considérés comme des "porte-paroles de cette violence".

L'islamophobie est décrite par beaucoup de spécialistes comme "systémique" et siégeant "au ministère de l'intérieur".

Face à ce drame, la réaction de Bruno Retailleau, qui a invoqué le "statut administratif" d'Abou Bakar Cissé pour justifier le délai de rencontre avec la famille, a été qualifiée, dans Le Média, de "parfaitement infecte" et d'"ignoble", remettant en cause l'humanité de la victime et tentant de mettre le blâme sur elle.

Cette position a même semblé susciter un " certain malaise " dans les rangs macronistes, qui auraient préféré éviter le sujet.

Le refus d'une minute de silence à l'Assemblée nationale et au Sénat, initialement justifié par des règles procédurales mais perçu comme un "deux poids deux mesures" par rapport à d'autres victimes, a également alimenté la polémique.

En conclusion, beaucoup de spécialistes soutiennent que l'assassinat d'Abou Bakar Cissé est survenu dans un contexte de normalisation de l'islamophobie, où les discours politiques stigmatisant et la complaisance médiatique ont créé un environnement propice à la haine et à la violence.

Le refus de nommer cette islamophobie et le manque de réactions fortes et rapides de la part des autorités sont considérés non seulement comme des fautes politiques et morales, mais aussi comme une contribution à l'aggravation du problème.

Les acteurs publics et médiatiques qui participent à cette "surenchère" sécuritaire et anti-immigration sont désignés comme ayant une responsabilité directe dans le climat qui a rendu un tel drame possible.

Le Meurtre d'Aboubakar Cissé et le Débat Français sur le Racisme et l'Islamophobie : Entre Déni Politique et Réalités Terrain

Le meurtre tragique d'Aboubakar Cissé, assassiné dans une mosquée de la Grande Combe dans le Gard, a mis en lumière les tensions persistantes autour du racisme et de l'islamophobie en France, déclenchant un débat intense sur les mots et les réalités qu'ils recouvrent.

Contorsions Sémantiques et Instrumentalisation

Face à l'événement, la réaction politique a souvent été marquée par une hésitation à employer le terme "islamophobie".

Interrogée sur la raison de cette crispation au sein du gouvernement, la porte-parole Sophie Prima a parlé d'un "acte antimusulman", insistant sur la dignité de l'événement et le refus de polémiquer sur le vocabulaire. Elle a affirmé que la loi protège les citoyens musulmans comme tout un chacun dans l'exercice de leur religion ou leur sécurité.

Cette préférence pour "acte antimusulman" se retrouve chez des députés de la majorité présidentielle, tel Pierre-Alexandre Anglade, qui, bien qu'admettant l'existence de la "haine envers les musulmans", se méfie de l'instrumentalisation du terme islamophobie.

À l'opposé, le Rassemblement National nie purement et simplement l'existence de l'islamophobie, la qualifiant d'"invention islamiste" visant à "criminaliser toute critique de l'islam".

Julien Odoul, député RN, tout en condamnant l'acte comme un "drame atroce" ou de la "haine anti-musulman" si tel est le cas, replace cet événement dans un climat général de violence touchant d'autres communautés (*agressions contre un rabbin, prêtres égorgés*), pour ne pas "rentrer dans des concepts qui visent justement à diviser".

Pour Fatma Bouvet Maisonneuve, ces "contorsions sémantiques" sont une manœuvre manipulatoire. Elles visent à nier une réalité de racisme, particulièrement à l'encontre des personnes issues des anciennes colonies, qui se manifeste aujourd'hui comme du racisme et de l'islamophobie, un " sujet central de la France aujourd'hui ".

Cette dispute sémantique est vue comme une tentative de "noyer" la question spécifique en évoquant d'autres actes de haine.

Bellir Nabli abonde dans ce sens, expliquant que la méfiance envers le terme islamophobie découle d'un "travail idéologique" et du "confusionnisme".

Pour lui, si l'on hésite à utiliser le mot, c'est surtout parce que l'on ne veut pas "assumer politiquement le phénomène de haine contre les musulmans en France".

Il rappelle que le terme lui-même a une histoire, ayant été utilisé il y a plus d'un siècle dans des écrits officiels et scientifiques français.

Un Phénomène Systémique et Transpartisan ?

De nombreuses sources soulignent que le racisme et l'islamophobie ne sont pas des incidents isolés mais constituent un phénomène aux racines profondes. Selon un rapport de la CNCDH cité, un million de personnes en France se déclarent victimes de racisme, avec un très faible pourcentage de plaintes, aboutissent.

Au-delà des faits divers, cela se manifeste par des discriminations quotidiennes : "délits de faciès", "discrimination à l'embauche", "à l'hébergement", "à la promotion", etc.

L'inaction ou la passivité de la puissance publique face à ces rapports est jugée "remarquable".

Une distinction cruciale est faite : la haine de l'islam et des musulmans est perçue comme "incarnée au sommet de l'État", "dans les institutions de la République", "parmi la représentation nationale" selon plusieurs spécialistes.

Ceci est considéré comme un "fait exceptionnel et distinctif" par rapport à la haine contre d'autres communautés.

Ce phénomène, qualifié d'"arc islamophobe", dépasse les clivages partisans. Il s'étend au-delà du RN, atteignant "une certaine gauche", avec Manuel Valls étant nommé comme celui qui a "normalisé", "institutionnalisé un problème musulman en France" sous la 5ème République.

L'islamophobie serait ainsi devenue "transpartisane", "consensuelle au sein d'un certain bloc".

Réactions Officielles, Retard et Mépris

Les réactions politiques immédiates après le meurtre d'Aboubakar Cissé ont été critiquées pour leur lenteur et leur frilosité.

Le ministre de l'Intérieur, le Premier Ministre et le Président n'ont réagi qu'avec un certain délai.

Un imbroglio a également entouré la minute de silence à l'Assemblée Nationale.

L'analyse initiale de l'événement, parfois présentée comme une "rixe entre deux", est perçue comme le reflet d'un stéréotype réducteur selon lequel les musulmans, noirs ou arabes, ne peuvent être que des délinquants.

Le temps mis pour vérifier les informations dans ce cas, comparé à d'autres situations, est interrogé, suggérant une différence de traitement selon la victime.

Fatma Bouvet Maisonneuve pointe la responsabilité des "propos politiques" et de "certains médias" dans le climat de haine qui peut mener à des passages à l'acte violent.

Elle dénonce un "média trauma" qui tourne en boucle sur les questions migratoires et présente les musulmans, noirs ou arabes comme responsables de divers problèmes, y compris le "dérèglement climatique", avec un "niveau d'ignorance" et un "cynisme" qui confine parfois au ridicule mais est "tellement douloureux".

Des actions spécifiques sont jugées particulièrement choquantes, comme le refus rapporté de Bruno Retailleau de rencontrer la famille d'Aboubakar Cissé, interprété comme un manque de compassion, une

"provocation", une forme de "déshumanisation" de la victime et de sa famille.

Ce geste est analysé comme un signal envoyé à son électorat et à celui du RN qu'il cherche à séduire.

"Deux Poids, Deux Mesures" et Persistance de Stéréotypes

La différence de traitement par les institutions est illustrée par le cas du lycée musulman Averroès à Lille dont le contrat avec l'État a été suspendu, comparé à l'absence d'action similaire contre Betaram malgré 150 plaintes pour violences.

Cette disparité est mise en lien avec les stéréotypes. L'idée que des "Arabes excellents", réussissant académiquement ou professionnellement, serait "gênant" pour certains, car elle contredit l'image stéréotypée de l'Arabe comme "médiocre, précaire, peu instruit".

Cette réussite est parfois perçue comme une "menace" ou une nouvelle forme de "compétition sociale" par une partie de la population, expliquant potentiellement en partie le vote d'extrême droite.

La persistance d'un "imaginaire colonial" est également évoquée, se manifestant par des attitudes condescendantes, même envers des professionnels issus de l'immigration (*"tutoiement facile", infantilisation*).

Cependant, une nouvelle dimension est soulignée : l'époque coloniale ne voyait pas nécessairement ces populations comme une "source de menace économique et sociale" sur le territoire métropolitain, contrairement à aujourd'hui.

Société Civile en Résistance et Avenir

Face à ce climat, l'idée que "tout le monde est en sécurité" est contestée, citant les "délits de faciès", l'insécurité ressentie par les mères dans les quartiers, ou encore la "décomplexion" des propos discriminatoires au travail. Il y a une "toxicité ambiante".

Cependant, les sources pointent également des lueurs d'espoir. Malgré les discours politiques et médiatiques, la population française sur le terrain ne se laisserait pas "avoir par cette manipulation".

Fatma Bouvet Maisonneuve témoigne d'une " vie citoyenne et civique " active, notamment après la dissolution de l'Assemblée, qui s'oppose aux divisions.

Elle constate que dans des zones rurales, elle est bien accueillie, et que des enseignants et citoyens se battent pour les valeurs humaines et l'inclusion.

Il y a également une reconnaissance croissante du "traumatisme" causé par le discours médiatico-politique. Un sentiment de rejet se développe vis-à-vis d'un certain "antiracisme paternaliste" émanant d'une gauche qui se poserait en "salvatrice" des minorités, reproduisant ainsi un "mécanisme colonial" où elle détiendrait le savoir et la légitimité pour "protéger".

En dépit des difficultés et du "plafond de verre" auquel font face les personnes issues de l'immigration malgré leur réussite, leur émergence est vue comme une "lueur d'espoir", signe d'une "résilience" et d'un "volontarisme".

L'appel est lancé à "travailler ensemble", "conjuguer nos efforts" et "dresser la tête" pour résister collectivement. Le constat est que même

des personnes issues de la majorité "franco-française" sont "dévastées" par la tournure que prend la situation, réalisant que l'idéal du vivre ensemble est mis à mal, et sont "cognés régulièrement" par les discours. La résistance collective est ainsi vue comme la voie à suivre pour surmonter ce "trauma".

Un climat fabriqué

L’islamophobie d’atmosphère comme stratégie de contrôle

"On ne vous interdit pas d’être musulman. On vous interdit d’être tranquille en l’étant."

Il ne suffit plus, aujourd’hui, d’être un citoyen respectueux des lois. Quand on est musulman, il faut prouver qu’on est inoffensif. Se justifier. Se méfier de sa propre parole. Raser les murs. Ce climat de suspicion permanente n’est pas le fruit du hasard. **Il a été fabriqué, nourri, diffusé volontairement. Par exemple, on gèle les avoirs de simples prédicateurs ou influenceurs musulmans, pourtant innocents et à des années-lumière du terrorisme, pendant que certains quittent la France pour aller tuer des civils à Gaza... puis rentrent sans que cela ne semble déranger le moindre rouage du système. Paradoxale !**

On l’appelle **"islamophobie d’atmosphère"**. Ce n’est pas une attaque frontale, ce n’est pas toujours une loi, une gifle, un cri. C’est une pression ambiante, un air devenu irrespirable, un climat où **l’identité musulmane est surveillée, décortiquée, et peu à peu asphyxiée.**

Une fabrication politique et médiatique

Depuis des années, des responsables politiques, des éditorialistes et certains agents de l'État martèlent les mêmes équations mensongères :

Islam = danger,
Visibilité musulmane = séparatisme,
Voile = soumission,
Mosquée = foyer de radicalisation.

Cette obsession constante a un effet redoutable : **créer dans l'esprit du grand public l'idée que l'islam est une question à régler, un problème à encadrer.** Et plus encore, que ceux qui osent parler d'islamophobie, ou critiquer l'injustice, sont eux-mêmes suspects.

Les lois suivent : loi "séparatisme", chartes d'engagements, dissolutions d'associations. Puis les sanctions économiques, les fermetures de comptes, les gels d'avoirs. Et tout cela en prétendant lutter contre un ennemi intérieur que l'on refuse de nommer, mais que tout le monde reconnaît à son prénom, à sa barbe, à son foulard.

Une parole confisquée

Dans ce climat, **la parole musulmane devient dangereuse**. Dire "l'islamophobie existe", c'est déjà "se victimiser". Refuser une caricature raciste, c'est "ne pas respecter la liberté d'expression". Exprimer sa solidarité avec les Palestiniens, c'est "flirter avec l'extrémisme". Résultat : un musulman qui s'exprime avec lucidité devient une cible. Et s'il se tait, on le soupçonne de cacher quelque chose.

<u>Les exemples se multiplient</u> :

- Un enseignant suspendu pour avoir dénoncé les amalgames.
- Un prédicateur vu comme une menace car il a parlé de "double standard" dans les médias.
- Un simple citoyen fiché car il a liké un post sur la situation à Gaza.

Tout cela n’a rien d’accidentel. Ce climat est construit, entretenu, défendu.

Ce que ce climat produit

Ce climat fabriqué a des effets bien réels :

- **Auto-censure** : des musulmans qui n’osent plus parler, de peur de perdre leur emploi ou d’être stigmatisés. D’être ciblés par un gel de leurs avoirs, c’est-à-dire la destruction de leur vie, de leur famille…
- **Fractures sociales** : un fossé grandissant entre la République telle qu’on la prêche et celle qu’on subit.
- **Souffrance psychologique** : des enfants qui ont honte de leurs origines, des jeunes qui se détachent de leur Foi pour survivre dans un espace hostile.
- **Glissements autoritaires** : des décisions arbitraires prises au nom de la sécurité, sans voie de recours réelle.

Une atmosphère toxique… et stratégique

Il faut comprendre une chose essentielle : **ce climat n'est pas une dérive. C'est une stratégie.**
Créer une tension constante autour de l'islam permet :

- de détourner l'attention des injustices sociales et économiques ;
- de produire un ennemi commode en période électorale ;
- de tester des outils de contrôle social plus larges.

Aujourd'hui ce sont les musulmans. Demain, qui ?

Refuser le silence

Face à cela, notre devoir est simple : **nommer les choses.** Ne pas se taire. Ne pas laisser la peur dicter notre posture. Recréer une parole musulmane digne, construite, patiente mais ferme.

> *"Le Prophète ﷺ a dit : 'Le meilleur des efforts (jihad en arabe) est une parole de vérité face à un tyran injuste.' (Hadith authentique)*

Il ne s'agit pas de crier plus fort. Il s'agit de **mieux parler. Parler vrai. Parler ensemble.** Parce que tant que ce climat perdure, **il n'y aura pas de cohésion, pas de justice**…

Restaurer une parole musulmane libre et apaisante

Face aux projets toxiques, une nécessité vitale

"Celui qui croit en Allah et au Jour dernier, qu'il dise du bien, ou qu'il se taise."

(Prophète ﷺ – Hadith authentique)

À l'heure où l'atmosphère est chargée de soupçons, de caricatures et de pressions, **la parole musulmane est soit criminalisée, soit remplacée**. On ne veut plus qu'elle éclaire, qu'elle apaise, qu'elle explique. On veut qu'elle se taise. Ou pire : qu'elle soit remplacée par des paroles autorisées, sélectionnées, déformées, chalghoumisées.

Or cette parole est une nécessité. **Une parole libre, enracinée dans la Foi, distillant la paix sans renier la vérité.** Une parole qui ne cède ni à la colère, ni à la peur. Une parole musulmane, tout simplement.

Quand on tente de parler à notre place

Il y a aujourd'hui des efforts organisés, structurés et financés pour **imposer un discours sur l'islam, sans les musulmans**.
Prenons un exemple emblématique : **le rachat de Cerfia par Pierre-Édouard Stérin**.

Ce milliardaire, promoteur de projets conservateurs, chrétien revendiqué, a mis la main sur plusieurs médias (Cerfia, Le Crayon, L'Incorrect, etc.) et finance des figures qui parlent **au nom des musulmans… contre les musulmans**. Parmi elles, une femme

propulsée sur les plateaux pour répéter que "les Frères musulmans sont partout", que l'État est trop laxiste avec "l'islam politique", et autres obsessions mal recyclées. Une femme qui demande à ce que les apostats de l'islam soient très présents dans les médias ! Et les musulmans ?!! Non ?!!

Ce discours ne cherche pas à comprendre. Il cherche à **désigner, isoler, réprimer**. Il prépare l'opinion à tolérer l'injustifiable : la répression, les dissolutions, les gels de comptes, les interdictions arbitraires.

Ce qu'on vise, ce n'est pas le terrorisme. Ce qu'on vise, c'est **la parole indépendante du musulman**, celle qui échappe aux injonctions, aux scripts, aux mises en scène. Celle qui rappelle qu'être croyant, c'est aussi parler vrai.

La responsabilité de dire le bien, sans peur

Face à cela, notre devoir est double.

1. **Ne pas se taire.**
   Quand on nous vole la parole, on la reprend. Quand on tente de parler à notre place, on élève notre voix, sans haine ni brutalité, mais avec clarté. Nous avons une richesse à transmettre. Et une Foi à incarner.

2. **Refuser de ressembler à nos adversaires.**
   Pas de mimétisme. Pas de vengeance. Notre parole ne doit pas reproduire la violence verbale qu'on nous inflige. Elle doit **rappeler la miséricorde, la justice, l'espérance**. Elle doit adoucir sans anesthésier, réveiller sans agresser.

Parler, pour vivre debout

Tant que nous parlons, **notre dignité respire**.
Tant que nous expliquons, racontons, enseignons, écrivons, filmons, débattons : nous résistons.
Le Prophète ﷺ a parlé dans les pires contextes, face aux pires accusations. Il n'a jamais réduit sa parole à l'invective. Il n'a jamais laissé les autres parler à sa place.

Alors que notre époque tente de redéfinir l'islam sans les musulmans, **notre voix est plus précieuse que jamais**. Pas seulement pour nous défendre. Mais pour dire au monde entier :

> *"Nous sommes là, avec nos principes, notre paix, notre lumière. Et nous refusons de disparaître."*

SOMMAIRE

Introduction : P5

L'Assassinat d'Abou Bakar Cissé : Un Reflet de l'Islamophobie Atmosphérique et la Responsabilité des Acteurs Publics et Médiatiques : P7

Le Meurtre d'Aboubakar Cissé et le Débat Français sur le Racisme et l'Islamophobie : Entre Déni Politique et Réalités Terrain : P15

Un climat fabriqué : P25

Restaurer une parole musulmane libre et apaisante : P29